

que aurait le courage de tenter de la réaliser, mais ne battons pas en retraite en disant que c'est impossible. Le député a aussi reproché aux conservateurs d'avoir déjà dit que le fait de détourner de 15 à 25 p. 100 de notre commerce vers le Royaume-Uni nous permettrait de devenir plus indépendants. Mais du moins il s'agissait d'une déclaration d'intention et je n'en entends aucune de la part des gens d'en face.

**M. Perrault:** Vous obtenez de l'action maintenant, ce qui fait toute la différence.

**M. Gleave:** De l'action? Mon honorable ami ne connaît pas la différence entre avancer et reculer à bicyclette.

**M. Perrault:** Nous avons du moins de l'air dans nos pneus.

**Une voix:** Vous en avez aussi dans la tête.

**M. Gleave:** Laissez-moi décider où nous en sommes. Si on abandonne les fermes laitières et céréalières pour se lancer dans la culture restreinte du blé, le pays ne s'enrichira pas. Ce n'est pas de cette manière que la compagnie va s'enrichir. On pourrait penser le contraire; mais dans un certain nombre d'années, lorsque nos pêches et nos terres auront cessé de produire, le pays éprouvera de grandes difficultés.

• (8.20 p.m.)

N'y a-t-il rien de plus vulnérable qu'une industrie manufacturière assujettie à une surtaxe de 10 p. 100? Un ministériel a dit que par suite de la surtaxe et d'autres initiatives prises par les États-Unis, la surcharge approchera 20 p. 100. N'y a-t-il rien de plus vulnérable qu'une industrie dans pareille situation, surtout si elle dépend du marché d'exportation? Lorsqu'on parle d'exploitations agricoles, on peut les laisser inoccupées et inemployées, mais lorsqu'il s'agit d'industries manufacturières, il ne faut pas oublier qu'elles auront à faire face à une perte de capital, une baisse des valeurs immobilières, au marasme.

Le moment n'est-il pas venu de regarder les choses en face au pays? Il faudrait nous mettre à examiner la valeur réelle et envisager ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire. Je ne crois pas que le gouvernement l'ait fait en présentant cette mesure. Je ne crois pas que le gouvernement ait porté un regard scrutateur sur la situation, étant donné la mesure législative qu'on nous demande d'approuver.

Je sais ce qui se passera dans le secteur agricole. Nous demanderons chaque jour à la Chambre si le gouvernement va agir dans le cadre de la Commission de soutien des prix agricoles à l'égard des pommes, des porcs et du fromage. Nous poserons ces questions et l'on nous répondra: demain, bientôt, peut-être, c'est à l'étude, ce n'est pas prévu dans la loi, nous ne disposons pas des crédits. Le gouvernement est enclin à laisser à peine survivre les industries de base et si elles n'y arrivent pas, tant pis pour elles. Le gouvernement a la folie de croire que, quoi qu'il arrive, les industries de base produiront du poisson, du fromage, du beurre, du blé, de l'orge et du colza. Le gouvernement actuel vit dans un rêve et croit que les dures réalités économiques ne s'appliquent pas aux industries de base.

[M. Gleave.]

Je signale au gouvernement que, pour chaque dollar qu'il place dans ces industries primaires, il en retire au moins la moitié en impôt. En vertu de la présente mesure, le gouvernement ne placera pas de dollars dans des industries qui paieront le même pourcentage d'impôts. Les industries qui en bénéficieront sont celles qui font sortir leurs bénéfices du pays. Elles invoquent tous les prétextes possibles pour éluder l'imposition. Comme quelqu'un l'a dit cet après-midi, ce sont les travailleurs, les industries primaires, les pêcheurs et les agriculteurs qui paient leurs impôts sur le revenu. Ils n'ont aucun moyen de s'y soustraire. Ils ne peuvent retenir les services de spécialistes pour savoir comment les éviter. Nous avons imposé toujours davantage ces gens tout en permettant aux grandes sociétés d'exploiter nos ressources et de se soustraire aux mêmes impôts.

Nous devons aider nos écoles pour qu'elles instruisent nos enfants, car ces industries n'embaucheront pas de jeunes Canadiens qui n'ont pas terminé leur 12<sup>e</sup> année. Même dans ce groupe il se fait une sélection. On leur dit qu'ils doivent être allés au moins deux ans à l'université ou à une école technique. Les jeunes ouvriers de 18 à 25 ans sont actuellement la meilleure aubaine que vous puissiez trouver au Canada. Si vous ne le croyez pas, c'est que vous ne vous êtes jamais entretenus avec eux. J'ai causé avec eux en Saskatchewan et c'est ce qu'ils m'ont dit. Je leur ai téléphoné, j'ai tenu des entrevues et je les ai écoutés. Ils font l'objet de marchandages et ils le savent. Que l'on ne s'y trompe pas. Les produits agricoles sont également marchandés depuis quatre ans. A moins que nous ne remédions à cet état de chose et que nous n'amendions notre façon d'agir, nous paierons chèrement plus tard, lorsque nous voudrions régler ces deux problèmes, soit l'embauchage de nos jeunes et la préservation d'une industrie de base viable.

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur l'Orateur, je voudrais faire quelques brèves remarques sur le bill C-262, loi ayant pour objet de soutenir l'emploi au Canada. J'ai dit que je serais bref et je tiendrai parole, car trop de nos industries ont un besoin urgent de l'aide financière prévue par cette mesure. J'espère donc qu'on fera preuve d'un esprit de coopération non seulement de ce côté-ci de la Chambre, en prononçant de brefs discours, mais encore chez les oppositionnels.

On m'a énergiquement signalé le caractère urgent de cette aide dix jours seulement après que le président Nixon eut annoncé l'imposition d'une surtaxe de 10 p. 100 sur beaucoup d'exportations canadiennes. Je voudrais lire un télégramme que m'a envoyé la direction d'une papeterie de ma circonscription. Je cite:

La surtaxe américaine de 10 p. 100 ainsi que la fluctuation du dollar canadien ont provoqué la mise à pied de 75 employés à la fin d'août 1971. S'il n'y a aucun signe d'allègement à l'horizon, les autres diminutions des ventes aux États-Unis pourraient bien entraîner l'arrêt de toutes les machines, ce qui voudrait dire 300 autres mises à pied à notre usine Eddy Forest Products à Espanola, Ontario.

Le 20 août, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'à moins de réduire ou de contrebalancer la portée de la surtaxe, si elle est appliquée sans restrictions, des milliers d'emplois disparaîtront. Nous n'avons pas loin à aller dans la circonscription fédérale d'Algoma pour nous rendre compte que la chose n'est que trop vraie. J'ai envoyé d'urgence un télégramme au premier ministre